

Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 100 (1992)

Buchbesprechung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Comptes rendus

Lucienne HUBLER, *Histoire du Pays de Vaud*, Lausanne 1991, Éditions L.E.P. Loisirs et Pédagogie SA, 191 p.

Concilier le manuel et l'ouvrage d'érudition dans une perspective diachronique et évolutive, tel est le double objectif de l'*Histoire du Pays de Vaud* présentée par Lucienne Hubler, professeur et rédactrice du *Dictionnaire Historique de la Suisse*.

D'une part, un manuel, destiné à accompagner les cours d'histoire générale et d'histoire suisse dispensés durant la scolarité obligatoire et à illustrer quelques aspects relevant de notre histoire; cette dernière privilégie ici le territoire – le pays de Vaud – soumis aux influences politiques, économiques, sociales, voire culturelles du temps: un champ ouvert à la discussion, une référence ponctuelle pour les collégiens, les apprentis et les gymnasiaux au gré des cours de civisme ou à la découverte d'une histoire locale plus systématique.

Le lecteur découvre d'autre part un ouvrage d'érudition, car en parallèle aux documents écrits et iconographiques, aux généalogies, chronologies ou cartes, l'auteur exploite la diversité du support analytique parfois avec ampleur, parfois par touches délicates, suggestives. En effet, si la table des matières est organisée autour du schéma politique classique, les pages de cet ouvrage mettent à jour des documents originaux, relatifs à la vie quotidienne de nos ancêtres lointains et plus proches et présentés avec le souci du détail dans le contenu et dans la forme. Le lecteur est ainsi interpellé par l'objet domestique, la pièce de monnaie, la voûte romane, le plan cadastral ou l'affiche touristique ; sa quête est stimulée, le but de cet ouvrage pédagogique est alors atteint. Des instruments de base, tels que la généalogie, la cartographie, la chronologie ou le vocabulaire historique spécifique contribuent à encadrer scientifiquement l'information.

Une aubaine donc pour le profane ou l'étudiant de se familiariser avec des documents souvent mal connus ; leur étude, complétée par des monographies ou assistée par l'enseignant, pourra déboucher sur un intérêt toujours plus marqué pour l'histoire locale ; celle-ci d'ailleurs ne cesse de s'enrichir au gré des découvertes et des recherches scientifiques comme tend à le prouver Lucienne Hubler dans ce cheminement à travers le territoire vaudois du paléolithique jusqu'à l'ère des plans d'aménagement.

Élisabeth Salvi

Anne RADEF, Denise FRANCILLON, *Lausanne. Chronologie d'une ville. Histoire et paysages*, Payot, Lausanne 1991, 122 p.

Les éditions Payot à Lausanne publient dans la collection *La Mémoire du lieu* l'ouvrage d'Anne Radeff et de Denise Francillon¹, avec l'appui du Musée historique de Lausanne. Ce volume constitue la nouvelle édition augmentée, illustrée et actualisée de la *Chronologie de l'histoire de Lausanne* publiée en 1990 comme numéro spécial de la collection Eratosthène-Sphragide. La préface de Madame Yvette Jaggi, syndique de Lausanne, rappelle la genèse de cet ouvrage, support de l'exposition permanente présentant la ville de la préhistoire à nos jours, au Musée historique de Lausanne. Du même coup elle confirme la longue tradition des syndics lausannois attachés à l'histoire de leur ville, tels Paul Maillefer et Georges-André Chevallaz.

Sous une gangue de prime abord rébarbative de «Chronologie d'une ville» se cache un pur joyau: plaisir des yeux comme de l'intelligence, cet ouvrage possède les qualités propres à satisfaire l'historien exigeant comme le simple amateur du passé lausannois. Il comble une lacune, raffermit notre information et consolide nos connaissances. Secouant l'a priori d'un genre longtemps considéré comme privilège des seuls érudits, ce livre respire, comme respire une ville «en une succession de rythmes historiques d'amplitude variée, intégrés les uns dans les autres».

Trois parties rythment la lecture de cet ouvrage. Le cadre naturel tout d'abord – le paysage – change autant au rythme des saisons que sous l'action des hommes. Lausanne, c'est «le bleu en bas, le vert en haut, le gris au centre et comment on passe du vert au bleu» affirme pertinemment le cinéaste Jean-Luc Godard dans le court-métrage *Lettre à Freddy Buache...* et chacune de ces teintes de jouer un rôle dans l'évolution de la ville : le vert domine la préhistoire et ses huit millénaires, comme l'éclairage bleuté du Léman nimbe

¹ Auteur d'une thèse de doctorat intitulée *Lausanne et ses campagnes au XVII^e siècle*, Anne Radeff approfondit l'histoire économique et sociale de cette ville comme son intégration dans le paysage urbain suisse du XV^e siècle au XIX^e siècle avec ses étudiants en histoire des universités de Lausanne et de Genève. En 1988, sa collaboration à la préparation de l'exposition *Lausanne à travers les âges* au Musée historique de Lausanne a été l'occasion de cette publication. Depuis 1989, Anne Radeff est mandatée par le Fonds national de la recherche scientifique pour explorer l'histoire méconnue des foires et marchés de Suisse et des régions avoisinantes du Moyen Âge au XIX^e siècle.

Formée à l'École d'études sociales et pédagogiques puis à la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne, Denise Francillon est assistante de recherches et vient de publier *L'ouvrier au village*. Elle a collaboré à la préparation des expositions *Sion, la part du feu* organisée par la Ville de Sion et le canton du Valais ainsi que *Lausanne à travers les âges* au Musée historique de Lausanne avant d'entrer comme archiviste à la Source, école romande de soins infirmiers de la Croix-Rouge suisse.

l'époque romaine et la stabilité du paysage aux époques médiévale et bernoise, précédant la croissance constante du gris dès le XIX^e siècle. Aujourd'hui les contemporains médusés réagissent par saccades apparemment incohérentes, disent ainsi leur surprise et leur désarroi : comment concilier le charme de la cité et les exigences de notre idée de progrès, comme la croissance démographique liée à l'attrait des berges lémaniques.

Succède alors une synthèse consacrée au gris, c'est à l'évolution du paysage urbain. Un réseau dense de voies de communication relie alors Lausanne à son arrière-pays comme à la France ou à l'Italie. Des luttes politiques générées par ces bouleversements – la construction du Grand-Pont comme ses enjeux en forme un bon exemple – rappellent que le déterminisme géographique n'est pas le moteur de l'histoire lausannoise. Le relief et l'orographie – la direction des cours d'eau – n'ont pas la part déterminante que l'on pensait leur attribuer par le passé. Des cartes et schémas directionnels conçus par Georges Nicolas et réalisés par B. Apothéloz suivent une trame évolutive où se mêlent, dès le XVII^e siècle, voies de communication et implantation urbaine. La Cité, le Bourg ou Saint-Laurent blottis dans leurs frondaisons, tels des villages bien différenciés, cèdent le pas à des excroissances urbaines tentaculaires, tandis que d'autres quartiers savent conserver un charme agreste, tel Valency ou Chailly par exemple.

«Les grandes dates de l'histoire lausannoise et quelques repères dans l'histoire générale» forment la dernière partie, de loin la plus étendue. Passant en revue les événements lausannois – confrontés en une approche diachronique aux événements vaudois et suisses² – Anne Radeff et Denise Francillon emmènent le lecteur dans un périple chronologique de la préhistoire à 1990, de la halte des chasseurs au bord du Léman à l'inauguration du Conservatoire de Lausanne installé aux Galeries du commerce rénovées. Se déroulent sous nos yeux les événements restitués tantôt par l'archéologie, l'architecture ou la recherche historique, tantôt par la mémoire collective. Introduit dans les événements contemporains, comme dans son environnement familial, le lecteur, de spectateur, devient témoin. Les repères historiques, sociologiques ou culturels deviennent souvenirs, tant est variée l'approche de notre développement. Lire cette chronologie lausannoise, c'est alors musarder dans sa propre mémoire. L'ouvrage structure des faits flous, oubliés ou inconnus et ramène à la surface une foule de souvenirs immergés.

Musarder dans le temps, musarder dans l'espace, côtoyer l'église Saint-François, descendre au port d'Ouchy ou s'arrêter à la Caroline, c'est prendre conscience de son propre attachement à cette ville et à ses habitants. C'est

² Les dates d'histoire générale sont inspirées de Pierre-Yves Favez, tableau chronologique de la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Payot, Lausanne 1982-1983.

également prendre conscience du rythme des changements intervenus, des élans collectifs comme des manifestations de repli.

L'équilibre comme la diversité du choix des événements retenus ne reflètent les préoccupations académiques des auteurs que dans la mesure où ils tissent en filigrane les articulations communément admises de l'histoire lausannoise. Une suite de faits précis ou parfois anodins révèle et ponctue les changements de longue durée.

L'illustration variée et exemplaire ponctue cette recherche: cartes, gravures et aquarelles, photographies ou caricatures révèlent, dans une atmosphère tantôt romantique tantôt réaliste, un panorama, une rue commerçante, l'exécution de travaux d'urbanisme. L'image ponctue le changement comme elle protège les constantes, sans pour autant gommer contrastes et oppositions.

«La chronologie d'une ville» souligne les mouvements de notre société comme elle rappelle que la profusion et la variété des sources d'information n'ont d'égal que leur fragilité. La richesse de ces témoignages n'est tangible que dans son caractère éphémère même et les auteurs soulignent implicitement les efforts à consentir dans le futur en vue de protéger ce patrimoine des menaces du temps comme de l'ignorance des hommes.

Anne Radeff et Denise Francillon fixent des références, approfondissent notre information certes mais elles aiguisent aussi notre curiosité. Une fois refermé, ce livre incite à la promenade et à la réflexion ou à la «re»découverte. Il a sa place dans votre bibliothèque, comme dans celle de ceux sensibles aux bouleversements de leur cité.

Robert Pictet

Paul-Louis PILET, *Naturalistes et biologistes à Lausanne. Recherches, enseignements et sociétés savantes en pays vaudois de 1537 à nos jours*, Payot, Lausanne 1991, 205 p., ouvrage publié avec le soutien de l'Université de Lausanne

Un bel ouvrage, richement illustré, nous invite à découvrir les naturalistes et biologistes lausannois. Son auteur, Paul-Louis Pilet, est professeur de physiologie végétale à la Faculté des sciences. Son point de vue est large, puisqu'il couvre plus de quatre siècles, de la fondation de l'Académie par LL.EE. de Berne, au campus ultramoderne de Dorigny.

Le récit du professeur Pilet suit l'évolution institutionnelle de l'Académie, puis de l'Université. Une première partie nous mène ainsi de 1537 à 1837, date du plus ferme établissement de la Faculté des sciences; la deuxième va de cette date à 1890, transformation de l'Académie en Université; et la troisième et dernière s'achève à nos jours, par un panorama de la recherche biologique en Faculté des sciences.

On suit ainsi une série de personnages, saisis au travers de leur production intellectuelle et scientifique, de leurs rapports, parfois difficiles, avec l'institution académique et de ceux, plus informels, qui se nouent entre eux. Une iconographie abondante et fort bien choisie fait du travail du professeur Pilet un livre agréable à feuilleter.

L'historien n'en tirera pourtant pas beaucoup plus que des anecdotes. À l'intérieur de chacune des parties, la chronologie subit, en effet, des soubresauts assez importants. Ainsi, on passe, dans l'espace de vingt pages (pp. 16-36) de la fin de la Renaissance (1561, Viret) au XVIII^e siècle des Lumières (1762, Loys de Cheseaux), puis au début du XIX^e siècle (Verdeil, 1804). On revient ensuite à 1754, pour l'unique volume des *Mémoires de Physique...* Nouveau saut en arrière pour parler de Deleuze (1732), mais grand bond en avant pour Struve (1779), Develey (1798) et Gaudin (1820). Retour aux Lumières avec Allamand (1736) et conclusion dix-neuviémiste avec la création, par Chavannes et quelques autres, de la Société d'Agriculture et d'Économie générale du Canton de Vaud (1811) et les propositions de réforme d'André Gindroz (1830). Même si le professeur Pilet a pris soin d'avertir son lecteur qu'«il n'était guère possible de respecter toujours un ordre chronologique»¹, semblable exposé désorienté².

On peut également regretter que le professeur Pilet ait considéré son objet d'étude comme un *isolat*, sans mise en perspective scientifique ou politique. Il parle ainsi des sociétés savantes sans souligner la différence fondamentale qui existe entre le dilettantisme savant et l'exercice de la science dans un cadre académique (et la concurrence qui s'établit entre ces milieux)³. La question de la position scientifique de l'Académie, puis de l'Université, par rapport au front des recherches scientifiques ou savantes n'est pas non plus posée. L'absence de débat sur les théories de Darwin est ainsi attribuée à une «prudente discréption, propre à la plupart des gens de chez nous». Mais l'historien se doit de formuler toutes les hypothèses susceptibles d'expliquer ce que les documents lui permettent de constater : est-on bien certain que les naturalistes lausannois, qui n'ont au milieu du XIX^e siècle que quelques

¹ Avant-propos, p. 9.

² Page 75, on apprend ainsi qu'on envisage, en 1858, la suppression de la section scientifique de la Faculté des sciences (dont dépendent les naturalistes), concurrencée par une «École spéciale», dont on n'a jamais entendu parler. Ce n'est qu'à la page suivante qu'on apprend que, créée en 1853, elle est l'embryon de l'actuelle EPFL.

³ On pourra consulter sur ce point Robert Fox, *The savant confronts his peers: scientific societies in France, 1815-1914*, in Fox R. et Weisz, G. (dir), *The Organization of science and technology in France 1808-1914*, Cambridge, London, Paris, Cambridge University Presse, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1980, pp. 241-283, qui permet, à partir du cas français de poser cette question en termes généraux.

étudiants⁴, ont lu Darwin et sont scientifiquement en position de discuter ses thèses ? On regrettera encore que le professeur Pilet, qui est probablement la personne la mieux placée à Lausanne pour le faire, n'ait pas jugé bon d'expliquer à ses lecteurs la différence fondamentale qu'il y a entre les hommes de laboratoire (les physiologistes) et les hommes de terrain (les botanistes). Derrière les pratiques scientifiques, il nous aurait permis de déceler les hiérarchies du savoir, qui structurent le monde scientifique, y compris dans le Pays de Vaud.

Les convictions politiques des naturalistes vaudois auraient aussi pu intéresser le lecteur. On ne saisit que par déduction l'appartenance libérale des professeurs de l'Académie (en 1846) et leur éviction pour cette raison lors du «coup d'État académique» du radical Druey (p. 72). L'Église libre apparaît en filigrane comme une pépinière de talents naturalistes. Pourquoi n'avoir pas suivi une si belle occasion de rattacher les savants au monde ?

Mais notre critique devient ici peut-être injuste : le professeur Pilet n'a manifestement pas eu pour ambition d'écrire un ouvrage d'histoire, même sociale, des sciences. L'absence d'un système complet de notes de références, la forme même de celles qui apparaissent⁵, signalent l'ouvrage, fort respectable, d'un «honnête homme». Ses connaissances lui permettent de raconter des histoires fourmillantes de détails à propos des naturalistes, dans le Pays de Vaud. Mais ce récit ne vise pas à faire comprendre des hommes en situation, le «rapport de l'individu et de la collectivité, de l'initiative personnelle et de la nécessité sociale qui est, peut-être, le problème capital de l'histoire» (Lucien Febvre).

Jean-Christophe Bourquin

Philippe CONOD, Jacques HALDY, Christophe REYMOND, Antoine ROCHAT, *Des pères de la patrie aux fédéralistes, le canton de Vaud au XIX^e siècle*, Lausanne 1991, *Cahiers de la renaissance vaudoise*, 147 p.

La naissance du canton de Vaud doit beaucoup au forceps de la Révolution française égalitaire et unitaire. Troublante origine pour les conservateurs et les fédéralistes d'aujourd'hui. La thèse centrale des quatre études qui composent ce petit ouvrage préfacé par le professeur Poudret est que les Vaudois se sont dépêchés d'oublier l'unitarisme après la génération des fondateurs et ont vite développé un sens de l'État et de la souveraineté qui doit plus aux traditions, même bernoises, qu'à 1798. Philippe Conod rappelle ainsi que, dans un

⁴ Ils sont sept en 1855, comme le montre le tableau, au rythme chronologique par ailleurs étrange (1855, 1890, 1900, 1910, 1916, 1980, 1984, 1988), de la page 101.

⁵ Comme à la page 22.

premier temps, les Pères de la Patrie, les Muret, les Monod, les Carrard ont trouvé dans la centralisation le salut du nouvel État, face à la France et à Berne. Le mérite de ces grands juristes reste d'avoir structuré leur canton. Jacques Haldy nous fait entrer dans quelques aspects du droit privé, un des domaines où s'impose le choix entre la tradition vaudoise et le Code Napoléon. Henri Carrard y consacra quinze ans de travail et sut concilier dans son oeuvre solide la tradition et l'innovation sans incohérences. Dans les quatre chapitres retenus, les servitudes foncières, les régimes matrimonial, successoral et hypothécaire, le pragmatisme à la fois conservateur et imaginatif caractérise une oeuvre de haute qualité.

La contribution de Christophe Reymond sur le crédit foncier aborde la seconde phase de XIX^e siècle, plus contraignante peut-être que celle de sa genèse : le choc de la transformation économique. Le crédit foncier articulé sur la lettre de rente inamortissable et sans terme de remboursement héritée du régime bernois s'essouffle. Une économie en expansion exige la mobilité du crédit. Le canton a su s'adapter rapidement, comme l'auteur le démontre, grâce à la création de la Banque cantonale vaudoise, puis du Crédit foncier vaudois et de nouveaux appareils d'investissement favorables à l'agriculture, dont le plus moderne était l'obligation hypothécaire (1874). Il avait fallu la terrible secousse de la crise économique de 1873 pour secouer les traditions et exciter les imaginations à répondre efficacement aux exigences de la rationalité.

Avec Antoine Rochat, on retrouve le thème fédéraliste sous sa forme modernisée lors des révisions constitutionnelles dans le dernier quart du siècle. L'auteur analyse les positions vaudoises dans quelques secteurs-clefs, tels le droit, les banques ou l'armée. L'unanimité ne règne pas, mais les résistances à la centralisation sont puissantes et se fondent sur la défense de la souveraineté cantonale, des minorités, des traditions et l'hostilité à la bureaucratie fédérale. Ici encore, il aurait été utile de mieux situer le débat dans sa nouveauté : les défis économiques, l'expérience de la centralisation née de la construction d'un État fédéral moderne obligent à affronter durement et en termes nouveaux les rapports cantons-Confédération. Il n'est pas certain que les choix vaudois aient été aussi féconds ici que dans le secteur des hypothèques où le défi a été accepté. Ils ont un caractère défensif absent de la période de constitution du canton où un conservatisme dynamique se justifiait mieux.

Ces quatre contributions ne prétendent évidemment pas résumer toute l'histoire du canton ni, dans leur brièveté, épuiser les sujets qu'elles traitent. Elles illustrent une thèse de quelques exemples, dont les plus neufs sont les deux analyses de C. Reymond et J. Haldy. Cette thèse est du reste plus sous-jacente que proclamée et, fait à souligner, accepte comme une réalité historique la présence bernoise qui a contribué à forger positivement la tradition vaudoise.

André Lasserre

Geneviève HELLER, *Charlotte Olivier. La lutte contre la tuberculose dans le canton de Vaud*, Éditions d'en bas, Lausanne 1992, 244 pages, ill.

Parmi les maladies infectieuses, épidémiques ou endémiques, le tableau de chasse des sciences biomédicales comporte notamment la variole, archétype de la vaccination et de l'éradication, la diphtérie, renvoyant à la sérothérapie puis au vaccin décisif, la syphilis, première justiciable d'une thérapeutique scientifique, la poliomyélite, écartée en quelques années grâce à deux vaccins successifs. Abordant cette matière sous un autre angle, la médecine sociale et la santé publique se réfèrent volontiers à la lèpre, synonyme d'exclusion, au choléra, base de la coopération internationale, à la syphilis, comme modèle de contagion relevant du comportement, à la tuberculose enfin et surtout. Cette dernière, en effet, évoque avant tout la vaste bataille prophylactique qui prend place entre, d'une part, la démonstration bactériologique de l'étiologie (bacille de Koch, 1882) et, d'autre part, la chimiothérapie spécifique (stptomycine, 1944 et isoniazide, 1951) et la généralisation de la vaccination.

Geneviève Heller ne pouvait manquer un tel sujet : la tuberculose, maladie sociale. Après avoir donné des tableaux vivants de l'éducation hygiéniste des femmes au foyer (*«Propre en ordre»; habitation et vie domestique 1850-1930 : l'exemple vaudois*, Lausanne 1979), puis de celle des enfants à l'école (*«Tiens-toi droit!» ; l'enfant à l'école primaire au XIX^e siècle : espace, morale, santé : l'exemple vaudois*, Lausanne 1988), elle concentre son intérêt sur les indigents en ville de Lausanne, dans une optique large intégrant la révélation de la misère par la maladie, la lutte pour «corriger le monde» (à l'encontre du Misanthrope de Molière), les racines de l'hygiénisme et celles de la médecine sociale et préventive, une certaine idée de la santé publique, le pouvoir d'une éthique religieuse rigoriste, l'œuvre des femmes. Tout cela dans le cadre d'une biographie : «L'histoire sociale peut en l'occurrence être éclairée par la force, le dynamisme, la détermination de quelques personnes», justifie l'auteur (p. 18) qui nous entraîne sur les traces de Charlotte Olivier-von Mayer (1864-1945), «une forte individualité et un engagement social» (p. 56), laquelle doit «nous servir de guide pour une histoire anonyme» (p. 197). Histoire locale et biographie : l'un et l'autre genres, naguère l'apanage de la «petite histoire», connaissent depuis une quinzaine d'années, comme on le sait, un renouveau simultané, voire commun. L'histoire totale ne semble aujourd'hui possible qu'à condition de faire choix d'un microcosme et la vogue de la biographie paraît signer la remise en cause des conceptions hégéliennes.

Charlotte von Mayer, d'origine germanique, issue de la grande bourgeoisie de Saint-Pétersbourg et de trois générations de médecins, accomplit, comme nombre de ses consœurs «orientales», ses études de médecine à Lausanne, où elle épouse le médecin Eugène Olivier, tuberculeux, futur pionnier comme elle de la lutte antituberculeuse sur le plan social et grand historien de la

médecine et de la santé en Pays de Vaud. C'est à lui que nous devons, il faut le souligner, le volumineux dossier «Charlotte Olivier» déposé au Département des manuscrits de la Bibliothèque cantonale et universitaire à Dorigny, où figure en particulier une biographie de 700 pages rédigée en hommage posthume à sa femme en 1945-1947. Imprégnée de culture évangélique, confrontée à la déchéance physique et à la misère sociale, Charlotte Olivier obéit à l'intime conviction d'une mission à remplir et à un profond sentiment de responsabilité : «Santé, savoir, position sociale obligent autant que noblesse», affirme-t-elle en 1912 à Lausanne, à l'âge de 48 ans, dans un mémorable appel à la mobilisation générale de l'Union des femmes (pp. 71-72). Médecin-responsable du Dispensaire antituberculeux de Lausanne (1911-1925), assumant avec Eugène le Secrétariat de la Ligue vaudoise contre la tuberculose (1913-1926) en des années cruciales, médecin-conseil de la Ligue (1931-1942), mère spirituelle des infirmières visiteuses, elle galvanise les énergies et se donne corps et âme à tous les stades de l'action. Patients, familles, femmes, corps médical, autorités locales et fédérales, et jusqu'au Président Wilson lui-même (p. 40) sont vivement sollicités.

En des pages captivantes et impressionnantes (pp. 47-56), Geneviève Heller nous dépeint ce tempérament fier, ardent, dominateur, en proie à «une vision douloureuse, pathétique du monde et de son devoir personnel» (p. 55). L'auteur s'appuie ici sur une source rare : une série de Bibles dont les annotations par Charlotte ont été transcrives et réunies par l'agnostique Eugène. L'esprit du Réveil est omniprésent, comme en tant d'autres œuvres sociales du XIX^e siècle. Suivent des pages très documentées sur les divers acteurs et institutions de la lutte antituberculeuse en Pays de Vaud, dans lesquelles l'auteur s'attache à «dégager les valeurs sous-jacentes aux faits» (p. 17), pour mieux déboucher sur le chapitre final ayant pour objet l'évolution de l'«attitude à l'égard de la tuberculose» : le discours antituberculeux gagne progressivement l'ensemble de la population, opérant la fusion de principes à la fois hygiéniques, éthiques et esthétiques, rejoignant ainsi la thèse centrale gouvernant les recherches de Geneviève Heller. Charlotte Olivier nous montre tout ce que l'on peut entreprendre socialement contre la maladie, contagieuse et sans traitement décisif, avec la légitimation de la bactériologie certes, mais avec des moyens frustes et, relevons-le, sans instauration d'un dépistage systématique ni déclaration obligatoire générale. Le don de crachoirs par le Dispensaire ou le prêt de lits supplémentaires pour limiter la promiscuité constituent alors d'authentiques «gestes qui sauvent». L'intrusion dans la vie privée, l'ambivalence d'une bienfaisance alliée à une certaine inquisition, ne manqueront pas de heurter nos sensibilités, en particulier lorsqu'il s'agit de séparer les enfants sains de leurs parents malades (p. 122). En ce qui concerne les raisons du rôle singulier des femmes dans la croisade antituberculeuse, l'auteur s'exprime plus explicitement dans un article récent

(*La doctoresse Charlotte Olivier (1864-1945) et la prise en charge des tuberculeux indigents à Lausanne*, in *Gesnerus*, revue suisse d'histoire de la médecine et des sciences naturelles, 49, 1991, 3/4, pp. 463-476), sans pour autant que nous puissions partager tous ses points de vue. Ainsi ne croyons-nous guère que les femmes se soient tournées vers la tuberculose parce que «l'impuissance de la médecine à [son] égard en faisait une maladie dévalorisée» (p. 472) ; bien au contraire, les médecins s'occupaient avec acharnement non seulement d'une maladie bacillaire, mais également du «terrain» (Rollier, Burnand). Toutefois, les strictes compétences médicales étaient complètement débordées par l'appréhension sociale du phénomène ; et les forces immédiatement disponibles à cet égard, dévouées, instruites, persuasives, endurantes se trouvaient, culturellement pour une large part et comme en de multiples autres occasions, du côté des femmes.

Geneviève Heller traite son sujet avec respect et chaleur, «distance et proximité» comme le souligne dans sa préface Charles Kleiber, chef du Service des hospices cantonaux. L'ouvrage, qui répond en quelque sorte à celui de Dominique Dessertine et Olivier Faure pour la région lyonnaise (*Combattre la tuberculose, 1900-1940*, Lyon 1988), est à la fois riche et accessible ; son écriture est limpide et stimulante ; il offre toutes les annexes désirables et présente une iconographie originale et suggestive qui aurait, à notre sens, mérité une impression de meilleure qualité. Une petite précision au passage : Paul Demiéville a vécu jusqu'en 1947, et non 1927 comme indiqué (p. 92 et 217, n. 34).

Au-delà de l'apothéose de l'hygiénisme, reste le sens propre de la prévention et du dépistage antituberculeux. En tête de la liste des prochaines recherches à mener, Geneviève Heller place à juste titre «le rôle de la prévention dans le recul statistique de la tuberculose» (p. 215, n. 18). Ce travail, effectué pour l'Angleterre, le Pays de Galles, la Prusse, le Massachusetts et New York City, montre une corrélation nette (Leonard Wilson, *The Historical Decline of Tuberculosis in Europe and America : its Causes and Significance*, in *Journal of the History of Medicine and Allied Sciences*, 45, 1990, 3, pp. 366-396), infirmant la célèbre thèse de Thomas McKeown suivant laquelle la tuberculose serait tombée victime, pour l'essentiel, de la seule élévation du niveau de vie (*The Role of Medicine. Dream, Mirage or Nemesis?*, Oxford 1979). Cependant, la tuberculose est vivace partout ailleurs que dans les pays développés ; et l'on signale même récemment, dans certaines grandes villes des États-Unis, une recrudescence de cas, dont certains rebelles à tout traitement...

Guy Saudan

Pierre JEANNERET, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande – La vie du Dr Maurice Jeanneret-Minkine (1886-1953)*, Éditions de l'Aire, Lausanne 1991 (version commercialisée de la thèse soutenue à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne).

Le titre de l'ouvrage distingue le double aspect de la recherche de Pierre Jeanneret : «Un itinéraire politique» est souligné par le recours à des caractères d'imprimerie plus épais, puis suivent deux compléments qui répondent aux questions «où?» et «qui?». Ainsi l'auteur sera-t-il à la fois l'historien très documenté du socialisme en Suisse romande et le biographe méticuleux d'un homme qui fut «un témoin et un acteur de son temps». Le lecteur est sollicité d'une part par la curiosité de découvrir une destinée individuelle de manière privilégiée, puisque le biographe est aussi le petit-fils de Maurice Jeanneret-Minkine – portraituré mais jamais statufié –, d'autre part par l'intérêt que représente la riche documentation que l'historien apporte à la connaissance du socialisme, lausannois d'abord, vaudois et surtout romand à partir du moment où les sections vaudoises et genevoises du PSS sont tiraillées entre la fidélité au parti suisse et l'ascendant qu'exerce sur elles la personnalité peu orthodoxe de Léon Nicole. La composition suit un mouvement de va-et-vient entre les deux pôles du récit, deux parties, la première et la troisième, mettant l'accent sur les éléments biographiques, l'analyse psychologique et la personnalité privée de Maurice Jeanneret, les deux autres parties étant pour l'essentiel la chronique des vicissitudes du socialisme périodiquement confronté à des choix idéologiques et exposé à des querelles intestines.

Le livre débute par l'évocation de l'enfance à Saint-Imier et celle du milieu, bourgeois et protestant, aux vues parfois progressistes – entendre paternalistes –, puis l'action se déplace à Lausanne où Jeanneret fera sa carrière professionnelle et sa vie publique. Pour l'heure, ce sont les études à la Faculté de médecine, la participation à la société de Zofingue et la fréquentation du cercle anarchisant des réfugiés de l'Empire russe où le jeune homme rencontre Louba Minkine, sa future femme, qui lui apportera en dot un nom d'alliance fort prisé par les adversaires du politicien socialiste. Maurice Jeanneret fait ensuite une expérience capitale dans la Serbie en guerre comme responsable d'un hôpital militaire en 1915, puis de retour à Lausanne, il s'engage dans la politique, contribuant à la dissidence des Jeunes radicaux avant de franchir le pas décisif de l'adhésion au parti socialiste en mai 1920.

On le voit, la démarche de l'historien est classique, servie par une écriture élégante; l'analyse détermine dans le détail les influences successives, les expériences qui ont marqué l'évolution de son personnage. Le propos souffre parfois de quelques longueurs, mais c'est un péché vénial dû au souci de brosser avec soin le contexte historique de l'action.

Dans les chapitres consacrés à l'examen de la vie publique, l'accent est mis sur les nombreux conflits idéologiques, au risque de cantonner le récit à une chronique interne, aujourd'hui bien abstraite, ou de perdre de vue le héros de la biographie. Ce risque apparaît dans la dernière partie du livre, dominée par la rivalité des partis socialiste et popiste, alors que sur la période de l'entre-deux-guerres, Pierre Jeanneret apporte un éclairage original aux tribulations de la gauche en braquant le projecteur sur son aïeul: à travers des épisodes comme le conflit avec Charles Naine, l'exclusion puis la réadmission au parti, le procès de 1932, la municipalité rouge, la votation sur les interdictions, Maurice Jeanneret-Minkine apparaît comme un acteur important – et attachant – de l'histoire locale. C'est dans ces pages que l'historien est le plus proche de son ambition, celle de concilier une connaissance mieux assurée du passé collectif et la conservation dans la mémoire d'une destinée individuelle.

Michel Busch